

Éthiopie : structure et fonctionnement du mouvement Fano

Berne, le 25 août 2025

Mentions légales

Editeur

Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR)

Case postale, 3001 Berne

Tél. 031 370 75 75

Courriel : info@osar.ch

Site web : www.osar.ch

IBAN : CH92 0900 0000 3000 1085 7

Version disponible en français

COPYRIGHT

© 2025 Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Berne

Copies et impressions autorisées sous réserve de la mention de la source

Sommaire

1	Introduction	4
2	Qui sont les Fano ?	4
3	Structure et fonctionnement du mouvement Fano	6
4	Branches civiles/politiques des Fano et cartes de membre	8
5	Traitement des membres et sympathisants des FANO par les autorités	9
6	Sources	10

Ce rapport repose sur des renseignements d'expert·e·s et sur les propres recherches de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR). Conformément aux standards COI, l'OSAR fonde ses recherches sur des sources accessibles publiquement. Lorsque les informations obtenues dans le temps imparti sont insuffisantes, elle fait appel à des expert·e·s. L'OSAR documente ses sources de manière transparente et traçable, mais peut toutefois décider de les anonymiser, afin de garantir la protection de ses contacts.

1 Introduction

Le présent document a été rédigé par l'analyse-pays de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) à la suite d'une demande qui lui a été adressée. Il se penche sur les questions suivantes :

1. Quelle est la structure et le fonctionnement du mouvement Fano dans la région Amhara ?
2. Existe-t-il officiellement différentes branches au sein du mouvement Fano, notamment des membres de l'organisation qui ne seraient pas armés ?
3. Est-il possible qu'un membre du mouvement Fano ne portant pas d'armes détienne tout de même une carte de membre de cette milice ?
4. Quel est le traitement réservé par le gouvernement fédéral éthiopien aux personnes soupçonnées de liens avec le mouvement ou de le soutenir ?

L'analyse-pays de l'OSAR observe les développements en Éthiopie depuis plusieurs années¹. Sur la base de ses propres recherches ainsi que de renseignements transmis par des expert·e·s externes, elle apporte les réponses suivantes aux questions ci-dessus.

2 Qui sont les Fano ?

Genèse du mouvement Fano. Selon l'*Office fédéral des migrations et des réfugiés allemand* (BAMF), le terme Fano désigne « la jeunesse » en amharique et ses membres se considèrent comme les représentants de l'ethnie amhara, le deuxième groupe ethnique le plus important en Éthiopie. Ce mouvement s'est développé à partir de 2010 lors de manifestations contre le gouvernement central, alors dominé par le *Tigray People's Liberation Front* (TPLF). En novembre 2020, les Fano sont devenus un allié des forces de sécurité éthiopiennes lors de la guerre du Tigré (BAMF, avril 2024). Selon *The New Humanitarian* (TNH), la naissance du mouvement remonte aux manifestations de 2016-2018 contre l'ancien gouvernement fédéral dirigé par le TPLF. Parmi les dirigeants actuels du Fano, on trouve de nombreuses personnes qui avaient été arrêtées pendant cette période, puis libérées par l'actuel Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, arrivé au pouvoir en avril 2018. Pendant la guerre du Tigré (2020-2022), les membres des Fano, ainsi que les forces spéciales paramilitaires régionales amharas, ont combattu aux côtés du gouvernement fédéral contre le TPLF. Les Fano ont ainsi pu s'étendre, attirer de nouveaux membres et améliorer leurs capacités militaires. Au Tigré, les efforts des Fano se sont concentrés sur les parties ouest et sud du Tigré, deux territoires revendiqués par les Amharas, qui les appellent Welkait et Raya. Les forces amharas n'ont pas signé l'accord de paix de novembre 2022. En 2023, le gouvernement fédéral a demandé la dissolution de toutes les forces spéciales régionales et à leur intégration dans les Forces de défense nationale éthiopiennes (ENDF). De nombreux membres des forces spéciales ont

¹ www.osar.ch/publications/rapports-sur-les-pays-dorigine

refusé et décidé de rejoindre les Fano. En juillet 2023, les Fano ont attaqué plusieurs grandes villes de la région Amhara ce qui a poussé le gouvernement fédéral à intervenir militairement, faisant de nombreuses victimes civiles (TNH, 12 novembre 2024).

Principales factions. Selon l'*Uppsala University Conflict Data Program* (UCDP), parmi les principales factions régionales, il y a celle de Gojjam, dominée par l'*Amhara Popular Force* (APF) dirigée par Zemene Kassie. Celui-ci a ensuite regroupé plusieurs unités locales sous le commandement « Amhara Fano in Gojjam ». A Gondar, il y a au nord l'AFUiG dirigé par Mesafint Tesfu et au sud, le *Fano for Existence, Justice, and Democracy Movement* (FEJDM) dirigé par Wubante Abate, décédé en mars 2024. A Welo, il existe plusieurs groupes, dont l'EAF dirigé par Mihret Wedajo, associé à l'ancien commandant de l'*African Standby Force* (ASF) Fantahan Muhabaw. Ensemble, ils ont formé l'« Amhara Fano in Welo ». Finalement, à Shewa, se trouvent le Shewa Province Command, dirigé par Meketaw Mamo et l'*Amhara Fano Free People Movement* (AFFPM), dirigé par Asseged Mekonnen. L'UCDP précise que ces factions opèrent en petits groupes, capables de s'allier ponctuellement pour mener des offensives plus larges (UCDP, 2024).

Objectifs des Fano. TNH indique que pour les Fano, l'objectif de la campagne d'insurrection actuelle est de mettre fin à « l'oppression » des Amharas et à la « balkanisation » de l'Éthiopie sous la constitution fédérale actuelle, qui divise le pays en douze États sur la base de la langue et de l'ethnicité. Les détracteurs des Fano soupçonnent plutôt le groupe de vouloir rétablir la domination des Amharas sous le couvert de l'unité nationale (TNH, 12 novembre 2024). Pour le *Rift Valley Institute*, un organisme indépendant à but non lucratif dédié à la recherche et à la formation, certains des groupes les plus importants sont en train de se transformer en forces politico-militaires avec un programme national, dont l'objectif le plus radical est le renversement du gouvernement d'Abiy Ahmed, même si pour le *Rift Valley Institute*, cet objectif semble plutôt improbable (*Rift Valley Institute*, février 2024). En mai 2025, la création de la *Force nationale amhara Fano* (AFNF), un nouvel organe censé regrouper la majorité des factions Fano, s'est accompagnée, selon *DNE Afrique*, d'une déclaration que ce nouveau groupe vise à défendre les personnes amharas, à récupérer les régions du pays dont les Amharas ont été privées et à renverser le président Abiy Ahmed pour établir un nouveau gouvernement (*DNE Afrique*, 10 mai 2025).

Alliances et relations avec d'autres acteurs. Selon l'UCDP, Fano est passé du statut d'allié du gouvernement à celui d'adversaire direct. Durant la guerre du Tigré, il a reçu du soutien de formation de la part de l'Érythrée, et certaines connexions subsisteraient, permettant un accès à des ravitaillements via le Soudan. Des alliances ponctuelles ont également été rapportées avec des groupes armés de la région de Benishangul-Gumuz. Cependant, Fano reste entouré d'adversaires, notamment le TPLF au nord, l'*Oromo Liberation Army* (OLA) au sud, et le gouvernement fédéral. Son principal soutien demeure la population amhara, en Éthiopie comme dans la diaspora. Pendant et après la guerre du Tigré, il a renforcé cette base sociale en capitalisant sur le ressentiment anti-gouvernemental, notamment autour de la question du Wolkayit/Western Tigray. Le groupe bénéficie ainsi d'un soutien financier de la diaspora et d'un appui logistique et informatif de la population locale (UCDP, 2024). Pour le *Rift Valley Institute*, les groupes Fano ont commencé à utiliser un langage qui suggère qu'ils reconnaissent la nécessité de former des alliances avec d'autres groupes nationalistes pour poursuivre leurs objectifs (*Rift Valley Institute*, février 2024).

Évolution de la force militaire. Selon le BAMF, les Fano auraient fusionné avec une partie des Forces spéciales régionales d'Amhara. Il n'y a pas de chiffres exacts sur la taille du mouvement. Pendant le conflit au Tigré, les effectifs du Fano et des Forces spéciales régionales d'Amhara étaient estimés à environ 200 000 (BAMF, avril 2024). Selon l'UCDP, la taille des Fano est difficile à estimer, mais elle tend à fluctuer. Le mouvement a connu une forte croissance dès 2020, lors de son engagement contre le TPLF, période où il a pu se procurer armes, camps et formation militaire, notamment grâce à la saisie d'armes au Wolkayit/Western Tigray. Au printemps 2022, le gouvernement, jugeant les Fano trop puissants et critiques, a lancé une répression qui a conduit au désarmement de groupes et aux arrestations de chefs dont Zemene Kassie. Au printemps 2023, la dissolution des *Amhara Regional Special Forces* (ARSF) a considérablement renforcé Fano. Environ 60 % des 30 000 soldats ont rejoint ses rangs, apportant armes et formation militaire (UCDP, 2024). TNH indique que les troupes gouvernementales ont déserté ou se sont rendues en grand nombre. Ils sont également nombreux à avoir rejoint les rangs des Fano (TNH, 12 novembre 2024).

Un mouvement qui bénéficie du soutien de la population amhara et qui contrôle essentiellement les zones rurales. Pour le *Danish Immigration Service* (DIS), le mouvement recrute principalement parmi la population amhara, qui serait réticente à rejoindre les forces nationales éthiopiennes, car celles-ci sont principalement composées de soldats originaires d'Oromia et dirigées par des personnes originaires d'Oromia. Plus de 75 % des jeunes de l'Amhara auraient rejoint le mouvement. Les Fano contrôlent les zones rurales de la région, alors que les forces fédérales contrôlent les villes et les routes principales (DIS, octobre 2024). Selon TNH, les Fano sont un groupe ethno-nationaliste qui prétend représenter les Amharas et semblent bénéficier d'un large soutien populaire. Les Fano affirment contrôler plus de 80 % de l'Amhara, le gouvernement ne détenant que les principales villes et la plupart des autoroutes (TNH, 12 novembre 2024). Selon le *Rift Valley Institute*, dans les zones de la région d'Amhara où la présence des Fano est particulièrement forte, les communautés locales semblent collaborer étroitement avec ces groupes. Cela semble inclure le partage d'informations et le soutien logistique. La structure du Fano lui permet de s'appuyer sur des liens étroits avec les communautés locales. Ce n'est que dans quelques zones, en particulier dans le Gojjam, que les Fano ont maintenu leur contrôle territorial, notamment en assurant la sécurité et la protection dans ces zones. Jusqu'à présent, les groupes Fano n'ont pas commencé à exercer une gouvernance officielle en prenant le contrôle de l'administration locale et en fournissant des services (*Rift Valley Institute*, février 2024). Selon le courriel envoyé à l'OSAR le 18 août 2025 par une *personne de contact* (*personne de contact B*), qui est un *chercheur éthiopien qui travaille pour un groupe de réflexion indépendant spécialisé dans les affaires internationales*, les groupes Fano opèrent principalement dans les zones rurales, le gouvernement conservant le contrôle de la plupart des grandes villes. Dans certaines zones sous leur contrôle, les combattants Fano ont pu mettre en place des administrations locales et fournir des services limités.

3 Structure et fonctionnement du mouvement Fano

Une organisation décentralisée composée de factions régionales. Elle est faiblement structurée au niveau administratif et peu homogène politiquement. Des divisions religieuses existent. Selon l'UCDP, Fano n'est pas un mouvement homogène mais un ensemble

de factions régionales, chacune dirigée par son propre chef (UCDP, 2024). Pour ACLED, les milices Fano sont une organisation décentralisée avec peu de structure administrative au-delà du niveau du village. Il en va de même au niveau politique, les diverses factions ne se rattachant pas à une idéologie unique. Elles sont néanmoins unies par leur objectif commun de défendre les droits et les intérêts de l'ethnie Amhara. La nature décentralisée du mouvement lui a permis de mieux supporter les arrestations de dirigeants Fano par le gouvernement. Celles-ci auraient eu peu d'impact sur le mouvement. Cependant, le manque d'unité politique a également entravé les efforts du mouvement pour s'étendre et rivaliser avec le gouvernement central. Le manque d'organisation des différentes milices Fano s'explique également par les importantes divisions religieuses. Alors que la population de la partie orientale de la région d'Amhara est majoritairement musulmane, celle de l'ouest est principalement chrétienne orthodoxe. Des affrontements violents entre les deux groupes religieux ont parfois eu lieu dans la région de l'Amhara (ACLED, 23 janvier 2023). Le DIS confirme également la nature décentralisée du mouvement Fano (DIS, octobre 2024). Selon une analyse du *Rift Valley Institute*, les Fano regroupent un large éventail de groupes vaguement alignés, dont la majorité sont petits, opèrent de manière autonome dans ou à proximité de leur région d'origine. Le mouvement est généralement décentralisé, fragmenté, organisé de bas en haut et dépourvu d'une structure organisationnelle formelle qui unirait les groupes dans les différentes parties de la région d'Amhara où les Fano sont les plus actifs : Shoa, Gondar, Gojjam et Wollo (*Rift Valley Institute*, février 2024).

Tentatives d'unification du mouvement depuis 2023. Le mouvement aurait gagné en cohérence et serait mieux organisé militairement en 2024. Selon ACLED, en janvier 2023, diverses factions du mouvement tentaient de se regrouper. En novembre 2023, les milices Fano du Gojam ont élu un chef commun, tout comme les groupes de l'Est de la région d'Amhara (ACLED, 23 janvier 2023). L'UCDP avance que plusieurs tentatives de création d'une structure unifiée auraient échoué. En mai 2023, Eskinder Nega a lancé l'*Amara Popular Front* (APFr) pour fédérer les groupes, sans succès complet. En mars 2024, il a annoncé un nouvel organe, l'*Amhara Fano People's Front* (AFPF), affirmant regrouper presque toutes les factions. Cependant, son leadership reste contesté (UCDP, 2024). Pour l'UCDP, des analystes estiment que le mouvement Fano a gagné en cohérence en 2024, même si les tentatives d'unification restent bloquées par la méfiance et les rivalités entre factions (UCDP, 2024). Le DIS estime qu'au cours de l'année 2024, le mouvement est devenu une branche militaire mieux organisée (DIS, octobre 2024). Selon le courriel envoyé à l'OSAR le 14 août 2025 par une *personne de contact* (*personne de contact A*), qui est *professeur de sciences politiques dans une université américaine et spécialiste de l'Éthiopie*, Fano est un regroupement peu structuré d'organisations distinctes (probablement environ 9 groupes distincts). Ces groupes coordonnent parfois leurs efforts et il existe au moins deux « alliances ». Un groupe de cinq organisations a tenté de se regrouper en une seule organisation appelée *Organisation Amhara Fano People* en 2024, mais les groupes constitutifs conservent leurs propres organisations et leurs propres branches militaires. Il n'existe donc pas d'organisation Fano unique à proprement parler.

Mise en place de l'Amhara Fano People's Front (AFPF) en mai 2025. L'AFPF, qui a adopté un modèle de leadership collectif de 13 membres, regrouperait environ 85 % des factions. En avril 2024, le BAMF estimait que la direction du mouvement était composée de sept membres exécutifs sous la présidence d'Arbenga Zemene Kassie et du vice-président Masresha Sete. Les groupes locaux étaient réunis au sein du Mouvement populaire Amhara Fano sous la direction de Fantahun Mohaba (BAMF, avril 2024). Selon le site d'information

African Press Agency (APA News), en mai 2025, quatre factions des Fano ont décidé de s'unir sous le nom de *Force nationale amhara Fano* (AFNF), avec Desalegn Siasebe à sa tête. Ces quatre factions sont l'Amhara Fano de Gojjam, l'Amhara Fano de Wollo, l'Amhara Fano Unity de Gondar et l'Amhara Fano de Shewa. L'AFNF se structure autour d'une assemblée générale, d'un comité central, d'un comité exécutif et d'un conseil des patriotes. Au lieu d'un dirigeant unique, le mouvement a opté pour un modèle de leadership collectif, avec 13 membres qui composent le comité exécutif. D'autres groupes Fano continuent d'exister, notamment l'Organisation populaire Fano Amhara, qui revendique sa propre structure dans la région (APA News, 12 mai 2025). Le site d'information *DNE Afrique*, précise que, selon le communiqué publié par le mouvement le 9 mai 2025 à l'issue d'un congrès qui a réuni les principaux dirigeants Fano, cette organisation unifiée concerne plus de 85 % des groupes armés Amhara Fano en Éthiopie et elle vise à mieux coordonner leur combat. L'article précise également que le commandement central mis en place afin de diriger l'organisation, composé de 13 membres, assumera temporairement les fonctions du Politburo et du Comité exécutif. Il supervisera les affaires militaires, politiques, diplomatiques et administratives jusqu'à ce que les nominations à la direction soient finalisées (DNE Afrique, 10 mai 2025). Selon le courriel envoyé à l'OSAR le 18 août 2025 par la *personne de contact B*, les Fano restent un réseau de milices peu structuré. Malgré les efforts de centralisation en cours, notamment la création par des groupes Fano de différentes zones de la région (notamment Gondar, Gojjam et Wollo) de la force parapluie appelée *Force nationale Amhara Fano*, le degré de centralisation de cette formation reste flou et il n'existe pas à l'heure actuelle de structure de commandement unifiée ou régionale pour les Fano.

4 Branches civiles/politiques des Fano et cartes de membre

Outre des combattants armés, le mouvement compte un nombre important de partisans et collaborateurs qui participent à la gouvernance, à l'organisation ou qui aident à cultiver des relations avec la diaspora éthiopienne en Occident. Distinction parfois peu claire entre combattant·e et partisan·e. Selon la *personne de contact B*, il n'existe pas de « branche civile » officiellement reconnue du Fano. Cependant, le mouvement compte un nombre important de partisan·e·s et de collaborateurs·trices civil·e·s, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la région. Dans les zones où le mouvement a mis en place une administration locale, une composante civile participe *de facto* à la gouvernance et à l'organisation, même si elle n'est pas officiellement définie comme une branche distincte. Pour la *personne de contact A*, plusieurs factions Fano possèdent des ailes politiques, qui sont généralement utilisées pour cultiver des relations avec l'importante diaspora éthiopienne en Occident. Les lignes organisationnelles internes des milices sont parfois assez floues et il n'y aurait pas de distinction claire entre les membres de la milice et les partisan·e·s ou sympathisant·e·s civil·e·s. Dans un courriel envoyé à l'OSAR le 16 août 2025 par une *personne de contact* (*personne de contact C*), qui est un *journaliste spécialisé dans la Corne de l'Afrique*, les factions Fano peuvent être considérées comme composées de deux groupes : les combattant·e·s et les partisan·e·s. Toute personne qui ne porte pas d'arme de manière visible mais qui contribue à la lutte armée du Fano, par le biais d'une aide financière ou d'un soutien logistique tel que la nourriture, le renseignement ou la propagande, est considérée comme un·e partisan·e du Fano.

Cartes de membres accessibles également aux personnes non-combattantes. Selon les informations dont dispose la *personne de contact B*, les unités du Fano délivrent des cartes à leurs membres, y compris aux civil·e·s. Ces cartes servent à identifier les membres ou les partisan·e·s et à faciliter leurs déplacements dans les zones contrôlées par le Fano. Pour la *personne de contact A*, il est possible pour une personne qui n'est pas un·e combattant·e mais un·e sympathisant·e non armé·e de posséder une carte de membre du groupe. Pour la *personne de contact C*, les combattant·e·s et les partisan·e·s peuvent détenir une carte de membre, contrairement aux membres ordinaires de la communauté.

5 Traitement des membres et sympathisant·e·s des Fano par les autorités

Graves violations des droits humains visant des personnes soupçonnées de liens avec les Fano ou de les soutenir. Les forces gouvernementales éthiopiennes accusées d'exécutions extrajudiciaires de civil·e·s, d'arrestations arbitraires et de torture. Jeunes Amharas particulièrement visé·e·s par les arrestations. Selon la *Commission éthiopienne des droits humains* (EHRC), citée dans un récent rapport du *UK Home Office*, les forces de sécurité gouvernementales se sont rendues coupables d'exécutions extrajudiciaires de civil·e·s, accusé·e·s notamment de cacher des armes, de soutenir Fano ou de leur transmettre des informations. Femmes et enfants figuraient aussi parmi les victimes. Dans un rapport publié en juillet 2024, l'EHRC a indiqué que depuis la proclamation de l'état d'urgence en Amhara, de nombreuses personnes avaient été arrêtées pour soutien présumé à Fano, pour liens familiaux avec des membres, ou encore possession d'armes. Le rapport souligne le caractère inhumain des conditions de détention. Les accusations de graves violations des droits humains contre les forces gouvernementales sont corroborées par des informations d'ACLELED, cité par le *UK Home Office*, qui indique que celles-ci sont soupçonnées d'avoir tué des personnes civiles considérées comme membres ou partisan·e·s de Fano. ACLELED rapporte également que l'armée éthiopienne (ENDF) et le gouvernement régional d'Amhara ont annoncé une nouvelle offensive visant les dirigeant·e·s, soutiens et bailleurs·euses logistiques de Fano, y compris des fonctionnaires et des hommes d'affaires. ACLELED précise que parmi les personnes arrêtées pour leurs liens supposés avec la milice Fano, se trouvent des journalistes, députés et élus locaux d'Amhara et d'Addis-Abeba. Le DIS, cité par le *UK Home Office*, avance également que la répression contre Fano a entraîné des exécutions extrajudiciaires à l'intérieur comme à l'extérieur de la région Amhara. Selon le DIS, les autorités fédérales procédaient régulièrement à des arrestations sans respect de la procédure légale, accompagnées de tortures. L'EHRC confirme que des arrestations et exécutions sont effectuées uniquement sur la base de soupçons ou d'accusations de soutien à Fano ou d'appartenance familiale. En août 2023, l'ONU a dénoncé l'arrestation de plus de 1000 personnes, pour la plupart de jeunes Amharas suspecté·e·s de liens avec Fano, lors de fouilles massives menées sous l'état d'urgence (*UK Home Office*, juillet 2025).

Familles de membres de Fano également visés. Selon l'EHRC, citée par le *UK Home Office*, dans le cadre de l'état d'urgence, des personnes ont été arrêtées en raison de leurs liens familiaux avec des membres de Fano. Dans un rapport de janvier 2025, l'EHRC a documenté un incident au Sud-Gondar (Amhara), où huit civil·e·s auraient été exécuté·e·s par les forces de sécurité, accusé·e·s d'être des « membres de familles Fano » ou de soutenir le groupe. Le DIS, cité par le *UK Home Office*, rapporte également que la répression

gouvernementale vise les proches des personnes soupçonnées de liens avec Fano. Ces familles font l'objet de surveillance, harcèlement et violences (UK Home Office, juillet 2025).

6 Sources

ACLED, 23 janvier 2024:

« As a principle, Fano militias are a decentralized organization with little administrative structure beyond the village level. Politically, the group cannot be ascribed to a single ideology, although all individuals recognized as leaders within the Fano movement gained their popularity through advocating for the rights and interests of ethnic Amhara. The group's most extreme elements gather support by rallying around territorial interests and warning of impending Oromo domination, advocating for Amhara ethno-nationalism in its most extreme forms. Colonel Demeke Zewdu, often recognized as the founder of the modern Fano movement, gained his popularity through advocating for ethnic Amhara's claim on the Tigray-administered Welkait, Tsegede, and Tselemt and for his actions during the northern Ethiopia conflict. On the other side of the spectrum are those that promote a wider Ethiopian identity, making Fano the force that could preserve Ethiopia as a whole, and not just those in Amhara region. Historically, popular Amhara opposition figures like Zemane Kassie — a former member of the Ginbot 7 anti-government insurgency and now the leader of the Gojam Amhara Fano movement — have blamed Ethiopia's ethno-federalist system as implemented by the EPRDF as the root cause of the country's woes, and instead advocated for a greater Ethiopian identity that transcends the country's ethno-political system and places rights with the individual.

Another prominent example of this phenomenon is Eskinder Nega, founder of the Balderas for True Democracy Party (Balderas Party) and now leader of the Amhara Popular Front, an anti-government militia base in Amhara region allied to Fano. As the leader of the Badaras Party, Eskinder focused on human rights and issues that affected residents of Addis Ababa — particularly the claims that Oromia region holds on the capital city. Eskinder has captured the support of many in the diaspora but has struggled to rebrand himself well enough to gain the loyalty of a significant number of Fano militia groups. In May 2023, Eskinder's followers were involved in battles against ENDF forces in Debre Elias woreda, East Gojam zone, Amhara. Recently, the Amhara Popular Front was renamed to the Amhara People's Fano Front. Justifying the pivot, Eskinder has stated that the ethnic focus in Amhara region was a "byproduct of the ongoing state-sponsored leveling, categorization, demonization, mass displacement, and mass killing of Amharas."

Political differences causing a lack of a clear united front have arguably contributed to the initial success of Fano militias in controlling many parts of Amhara region. Government arrests of Fano leaders had little impact on the group due to its decentralized nature. However, Fano's lack of unity has hindered the group's efforts to expand its influence and compete politically with the government — both within Ethiopia and among the Amhara diaspora. This lack of unity is similar to the fractured Oromo elite both within Ethiopia and among the diaspora population, which has hampered the OLA/OLF-Shane insurgency's ability to mobilize resources further.

The significant division between religions in Ethiopia is another factor behind the lack of organization among various Fano militias. Populations in the eastern part of Amhara region are mostly Muslim, while those in the west are predominantly Orthodox Christians. In Amhara's west, Amhara identity is deeply intertwined with the Orthodox Church. Violent interactions between the two religious groups have occurred on occasion in Amhara region. In April 2022, 20 Muslims were killed in Gondar city during riots that targeted those attending the funeral of a local sheikh.

Timing has also played a significant role in the Fano insurgency. Early action by the federal government in arresting recognized Fano supporters in Amhara region and in Addis Ababa has made overcoming political and geographical differences even more challenging for Fano. However, there is evidence that the Fano movement is regrouping. Fano militias in Gojjam recently (as of November 2023) elected a common leader, as have groups in eastern (Misrak) Amhara region. The Amhara Fano Unity Council, formed in May 2023, is another force that has had some success in advocating for a more consolidated resistance effort by Amhara people against the federal government. Violence patterns as recorded by ACLED indicate that as Fano militias have become more organized, clashes have increased, and the group has gained a greater ability to challenge the ENDF in more places (see map below). [...] » Source: ACLED, EPO December 2023 Monthly - The Fano Insurgency: Main Hurdles to Unifying Fano, 23 janvier 2024: <https://acleddata.com/update/epo-december-2023-monthly-fano-insurgency-main-hurdles-unifying-fano>

APA News, 12 mai 2025:

« Quatre importantes forces rebelles éthiopiennes opérant dans la région d'Amhara, en proie à la guerre, ont annoncé leur fusion dans le but de mener une lutte coordonnée contre les forces du gouvernement fédéral.

Les rebelles, souvent désignés sous le nom de « Fano », sont en conflit avec le gouvernement depuis deux ans, cherchant à contrer ce qu'ils considèrent comme des « menaces existentielles et des attaques structurelles » visant la population amhara.

Les quatre groupes rebelles concernés sont l'Amhara Fano de Gojjam, l'Amhara Fano de Wollo, l'Amhara Fano Unity de Gondar et l'Amhara Fano de Shewa, désormais unis sous le nom de Force nationale amhara Fano (AFNF), dirigée par Desalegn Siasebe.

Dans un communiqué publié ce week-end, l'AFNF a précisé que sa mission principale consiste à lutter contre les menaces existentielles et les attaques structurelles auxquelles la population amhara est confrontée. L'organisation repose sur l'idéologie du nationalisme amhara et réaffirme son engagement en faveur de l'unité de l'Éthiopie, tout en manifestant son désir de collaborer avec d'autres groupes.

Sur le plan organisationnel, l'AFNF est structurée autour d'une assemblée générale, d'un comité central, d'un comité exécutif et d'un conseil des Patriotes, dirigé par Mesafint Tesfu, un combattant de haut rang. Cependant, l'organisation a choisi de ne pas désigner un leader unique, optant pour un modèle de leadership collectif. Néanmoins, les noms des 13 membres du comité exécutif ont été rendus publics.

Cette absence de leader central vise à permettre une ouverture à d'autres groupes Fano opérant dans différentes parties de la région d'Amhara. Il existe notamment d'autres organisations Fano, dont l'Organisation populaire Fano Amhara, qui revendique sa propre structure dans la région.

Selon certaines sources, les groupes ayant annoncé la création de cette organisation unique envisageraient de former une seule entité Fano pour renforcer leur combat. »

Source: APA News, Éthiopie : fusion des forces rebelles de la région d'Amhara, 12 mai 2025: <https://fr.apanews.net/security/ethiopie-fusion-des-forces-rebelles-de-la-region-damhara/>

BAMF, avril 2024:

« Fano (Amharic: ፋኖ, literally "The Youth") is an ethno-nationalist youth movement that has developed since 2010 from out of the protests against the central government, which at the time was still dominated by the TPLF, and sees itself as a representative of the ethnic Amhara, the second largest population group. Many of its leaders were arrested in the course of the violent protests between 2016 and 2018, but were released again after Prime Minister Abiy took office. Shortly afterwards, there were renewed clashes between Fano and the security services. The attempt to disband Fano in early 2020 was abandoned in November 2020 due to the conflict in Tigray, when Fano became an important ally of the ENDF.

The organisational structure of Fano is unclear. It is said that Fano has no central organisation, but consists of several local groups that hardly coordinate their operations with each other. Fano itself explained that the leadership consists of seven executive members under the chairmanship of Arbenga Zemene Kassie and vice president Masresha Sete and that the local groups are united as the Amhara Fano Popular Movement under the leadership of Fantahun Mohaba. In the course of the demobilisation of local militias, the Fano is said to have merged with parts of the Amhara Regional Special Forces The exact strength of the Fano is unclear; in the course of the conflict in Tigray, the strength of the Fano together with the Amhara Regional Special Forces was estimated at around 200,000. » Source: Bundesamt für Migration und Flüchtlinge (BAMF), Country report 69 Ethiopia, avril 2024, p.9: https://www.bamf.de/SharedDocs/Anlagen/EN/Behoerde/Informationszentrum/Laenderreporte/2024/laenderreport-69-Aethiopien.pdf?__blob=publicationFile&v=2

DIS, octobre 2024:

« The conflict in Amhara is marked by the presence of both state and non-state armed actors. State armed groups active in the region include the Ethiopian National Defence Force (ENDF), the Federal Police, the Amhara Police, the Amhara local militia, and the Amhara Anti-Riot Force. Among the non-state armed groups are the Fano, which is a movement of decentralised groups. It is difficult to distinguish between the state-affiliated 'Amhara militia', 'Amhara Special Forces' and 'Amhara Fano militia'. Moreover, Eritrean forces have trained and supplied weapons to Fano during the Tigray war. Reportedly, Fano forces are still being trained in Eritrea. The movement is initially fragmented with a decentralised structure and membership is informal, although it has become a well-organised military wing over the past 8 months to 1 year. Its use of violence previously made Fano unpopular amongst Amhara people. The signing of the CoHA and the government's plan to disband the regional Special Forces led to rise of Amhara nationalism and hence the

popularity of Fano increased. According to Mehari Maru, many Amharas may side with Fano in the conflict as Fano has proved a resistance to ENDF. Landinfo finds that Amharas are reluctant to join the Ethiopian national forces as these forces are primarily composed of soldiers from Oromia and managed by people from Oromia.

Moreover, drone attacks, mass arrest and targeting of civilians by the federal government has generated increased public support towards Fano. According to the EHRDC, more than 75 % of youth in Amhara have joined Fano. Since the war in Amhara erupted, the Fano militia aim at fighting the federal government. The militias have been able to control many rural areas in the Amhara region, while the militia generally conduct ambush attacks against the ENDF and political opponents in urban areas and challenge the federal government through its hit-and-run tactics. Conversely, government forces mostly control towns and main roads. [...] » Source: Danish Immigration Service (DIS), Ethiopia Security situation in Amhara, Oromia and Tigray regions and return, octobre 2024, p.28-29: <https://us.dk/media/st4pebqf/coi-ffm-report-ethiopia-security-situation-october-2024.pdf>

DNE Africa, 10 mai 2025:

« More than 85 percent of Amhara Fano armed groups in Ethiopia have announced the formation of a unified organisation, the Amhara Fano National Force (AFNF), intended to coordinate their ongoing “struggle for existence,” according to a statement dated 9 May 2025.

The new force was established following a “founding congress” held over several days in Qwara-Gonder by the senior leadership of Amhara Fano in Gojjam, Amhara Fano in Wollo (Bete-Amhara), Amhara Fano Unity in Gonder, and Amhara Fano in Shewa. The statement described its formation as “a matter longed for by the Amhara people.”

“We are in a period where the Amhara people’s struggle for existence has significantly intensified,” the AFNF statement read, adding that while the popular-based struggle had achieved “commendable results,” a unified leadership was a “pressing issue of our time” to maintain momentum and secure the freedom of the Amhara people.

The AFNF said it is “founded on the political ideology of Amhara nationalism” and its “primary mission will be to coordinate and integrate the ongoing struggle for existence and popular revolution.” The organisation affirmed an “unwavering stance on Ethiopian sovereignty and unity,” believing Amhara survival will be secured through a “joint struggle with other Ethiopian forces, by removing Abiy Ahmed’s terrorist regime and establishing a joint government through a transitional process.”

The group stated its commitment to “reclaim rights concerning borders, identity, and self-administration in all parts of our country, including Welkait, Tselemti, and Raya,” framing this as part of changing “challenging structures and narratives.”

The AFNF announced an organisational structure including a General Assembly, a Central Council, an Executive Committee, and a Council of Patriarchal Elders, to be led by Patriot Mesafint Tesfu.

A 13-member Central Command has been established to lead the organisation. Its members are listed as: Patriot Zemene Kasse, Patriot Habte Wolde, Patriot Mire Wedajo, Patriot Dessalegn Siasb Shewa, Patriot Asres Mare Damte, Patriot Henok Adisse, General Tefera Mamo, Patriot Zinabu Lingerew, Patriot Dirsan Birhane, Patriot Aschalew Belete, Patriot Samuel Baledel, Patriot Markew Mengiste, and Patriot Akber Smegnew.

The Central Command will temporarily assume the roles of the Politburo and Executive Committee, overseeing military, political, diplomatic, and administrative affairs until full leadership assignments are finalised. [...] » Source: DNE Africa, Ethiopian Amhara Fano Factions Unite, Announce Central Command, 10 mai 2025: <https://africa.dailyn-ewsegyp.com/ethiopia-amhara-fano-unite-afnf/>

Rift Valley Institute, février 2024:

« The Fano insurgency includes a wide range of loosely aligned groups, the majority of which are small and operate autonomously. The movement is generally decentralized, fragmented, organized from the bottom up, and lacks a formal organizational structure that unites groups in the different parts of the Amhara region where the Fano are most active: Shoa, Gondar, Gojjam, and Wollo. However, some of the larger groups are now evolving into politico-military forces with a national agenda—at its most radical this is the overthrow of Abiy Ahmed's government, albeit this objective seems rather unlikely. Given the inherent difficulty of achieving this, the Fano groups have begun to use language that suggests they recognize the need to build alliances with other nationalist groups to pursue their objectives. The main Fano—organized by area—are outlined below. [...]

In areas of the Amhara region with particularly strong Fano presence, for example, East and West Gojjam Zones, local communities appear to be closely collaborating with the groups. This seems to include information sharing, logistical support, and the provision of safe havens. The structure of the Fano, which mostly involves small groups operating in or near their home areas, means that they are able to rely on close ties with local communities.

Since the outbreak of the conflict, the Fano have mostly only controlled territory for brief periods. Only in a few areas, especially in Gojjam, have Fano maintained territorial control. Because the government rarely delivers services to the population, Fano have taken advantage of this limitation to try and gain more public support by providing security and protection in these areas. Thus far, the Fano groups have not begun exercising formal governance by taking over local administration and delivering services. There is some informal 'tax' collection—often collected via checkpoints on major roads—which is frequently coercive. » Source: Rift Valley Institute, Understanding the FANO insurgency in Ethiopia's Amhara region, février 2024, p.4-9: https://riftvalley.net/wp-content/uploads/2024/02/Understanding-the-Fano-Insurgency_final-1.pdf

TNH, 12 novembre 2024:

« The name "Fano" loosely translates as freedom fighter, and stretches back to the successful campaign by a volunteer army against the Italian fascist occupation of Ethiopia in the 1930s. The Fano of today are an ethno-nationalist group that claims to represent

the Amhara, Ethiopia's second-biggest community, and seem to have widespread popular support.

Asres Mare Damte is the deputy chairman of Fano Gojjam, the largest and most influential of two factions operating in the southern region. "We are fighting for our survival," the former lawyer said. "For the last 28 months, I have been in the jungle struggling for my people." [...]

Why rebellion has taken root

The Amhara have historically dominated economic, cultural, and political life in Ethiopia: Ethno-nationalists see their community as the embodiment of "Ethiopianness".

The stated goal of the insurgency is to end the "oppression" of the Amhara, and the "balkanisation" of Ethiopia under the current federal constitution, which divides the country into 12 states based on language and ethnicity. But critics suspect Fano's approach is an attempt to restore Amhara dominance under the guise of national unity.

The movement grew out of the mass protests of 2016-2018 against the former federal government led by the Tigray People's Liberation Front (TPLF). Many of Fano's current leaders – mostly young professionals – were detained during the unrest and later released by Ethiopia's current prime minister, Abiy Ahmed, who came to power in April 2018.

Fano volunteers, along with Amhara regional paramilitary special forces, fought alongside the federal government during the Tigray war in 2020 against the TPLF. The conflict allowed Fano to expand – attracting new members and improving their military capabilities.

Fano's focus was on western and southern Tigray, two disputed territories. Under Ethiopia's current territorial arrangement they are part of Tigray, but are also claimed by the Amhara, who call them Welkait and Raya. [...]

A peace agreement reached in Pretoria in 2022 between the government and the TPLF ended the fighting, but Amhara forces did not sign. The deal is vague on the future of the disputed regions, which is currently governed as a new zone of the Amhara region. That they could be returned to Tigray as part of a future settlement is anathema for many in Amhara.

After Pretoria, the distrust deepened. In 2023, the federal government called for the disbandment of all regional special forces and their absorption into the ENDF. Many Amhara believed the edict would leave them defenceless against what they viewed as security threats from the rival regions of Tigray and Oromia. A sizable number of former special forces left for the bush where they joined Fano.

Amhara anger with the government in Addis Ababa escalated into confrontation between Fano and regional forces. By July, major cities were under attack and the regional government requested federal help. The ENDF restored order the next month, but there were many civilian casualties in the process.

Fano has since grown into a more effective guerrilla force. Between July and September, attacks on the ENDF tripled compared to the previous year – despite Addis Ababa drafting in fresh troops and equipment.

According to Fano, they control over 80% of Amhara, with the government only holding the main towns, and most of the highways. Government troops have also defected – or surrendered – in significant numbers. At least 30% of the Fano soldiers The New Humanitarian spoke to were former ENDF or Amhara regional forces.

“They say they’ve deployed 30,000 additional soldiers, but we’ve seen no difference,” said Asres. His regret, he noted, is the drone strikes: “We take responsibility for failing to protect our people during these attacks.” [...] » Source: The New Humanitarian (TNH), Who is Fano? Inside Ethiopia’s Amhara Rebellion, 12 November 2024: <https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2024/11/12/who-fano-inside-ethiopia-amhara-rebellion>

UCDP, 2024:

« As indicated earlier, Fano was not a uniform movement, but rather consisted of several geographically separate factions, each with its own leader. Over time these factions have attempted, but failed to create a unified command structure and a single political wing. The first attempt was launched on 20 May 2023 by Amhara opposition politician and journalist Eskinder Nega, who opted to leave politics and instead establish the Amara Popular Front (APFr), with the aim for it to serve as a common front for all Fano factions. While APFr failed to garner the support of all Fano groups, Nega remained an important figure in the movement and in March 2024, he made a new attempt at creating unity, announcing the creation of a new central setup for Fano, the Amhara Fano People's Front (AFPF). He claimed that almost all Fano groups were part of the new platform, but as the year progressed, it was clear that there was still opposition to his leadership.

Militarily, there were a myriad over different sub-groups, which fell under a set of overall geographical factions. The main organization in the Gujjam Fano, i.e., the Fano groups active in Amhara’s East and West Gujjam zones, were the Amhara Popular Force (APF) under Zemene Kassie. Subsequently, APF was able to join forces with other Fano outfits in the area, establishing the Amhara Fano in Gojjam command, with Kassie as its overall leader. Just north of Gujjam, Gondar Fano was divided between numerous factions, with the main one in North Gondar being Amhara Fano Unity in Gondar (AFUiG), led by Mesafint Tesfu. A newer outfit in South Gondar was the Fano for Existence, Justice, and Democracy Movement (FEJDM), under the leadership of Wubante Abate until his death in battle in March 2024. Further east, Welo Fano, operating in both North and South Welo zones, also contained several groups, with the main one being East Amhara Fano (EAF) under Mihret Wedajo. Further south in Welo, former ASF commander Fantahan Muhabaw was an important military leader. During 2024 the two joined forces, creating a command named Amhara Fano in Welo, with Wedajo as the main commander and Muhabaw as his deputy. However, since then, a rift seems to have appeared between the two, with the latter purportedly aligning himself with Eskinder Nega’s AFPF. Lastly, south of Welo, in the Shewa area of Amhara region important sub-groups included fighters under the name Shewa Province Command, led by Meketaw Mamo. Up until mid-2024, a sub-group called Amhara Fano Free People Movement (AFFPM), led by Asseged Mekonnen, was influential in the area. However, Mekonnen and other AFFPM leaders were captured by the

government in July of that year. In general, these factions operated in small groups, at times coordinating and joining forces to carry out larger attacks. It is worth noting that the situation is ever changing; there are near constant attempts at creating unity and establishing a joint political wing, but at the same time, distrust runs deep and alliances and partnerships can quickly shift into enmity. However, despite some in-fighting during 2024, most agree that the movement is becoming more coherent over time. [...]

The exact strength and size of Fano was not known, but it is clear that it waxed and waned over the years. The first exponential growth took place when the group became involved in the war against TPLF in 2020. The armed conflict gave the militia the opportunity to mobilize and arm itself as well as to build camps and organize training. During the fighting, the group was furthermore allowed to keep the weapons that they seized in particularly Wolkayit/Western Tigray. Fano's fortunes shifted when there was a lull in the Tigray war in the spring of 2022. By that time the government had seemingly begun to see the militia as a potential threat which had become too powerful and too outspoken in its defense of Amhara interests, and started to crack down on it. Fighters were disarmed and some faction leaders, such as senior Fano leader Zemene Kassie, arrested. A year later, in the spring of 2023, Fano received a new windfall with the previously mentioned disbandment of the Amhara Regional Special Forces. It is estimated that about 60 per cent of the 30 000 strong force defected and joined Fano in the bush (some analyst claim that ARSF had in fact numbered some 100 000 and that one third of them left), thus increasing the latter's strength significantly by bringing both trained and equipped fighters.

As indicated above, the position of Fano vis-à-vis other actors has changed significantly over the past few years. First and foremost, it went from being armed by- and allied to the government, to fighting against it. During the Tigray war, Fano also received military training from Eritrea, and some analysts argue that ties forged at that time still remain, and that there may be ways for the militia to bring in supplies across the Sudan border. More recently, some outlets reported about alliances being formed with armed actors in Benishangul-Gumuz region. Apart from this, Fano is surrounded by groups opposing it, such as the TPLF to the north, and OLA to the south. Nevertheless, as the self-proclaimed defenders of the Amhara people, it seems as if the group's main supporter remained the Amhara population at large, both within and outside the region. Gaining the people's trust during the Tigray war, Fano continued to deepen its support base among the population by playing on anti-government sentiments tied to e.g. the Wolkayit/Western Tigray question. As such, the both received monetary support from the diaspora, and invaluable assistance from the local population in many areas of Amhara, where the latter provided safe havens and shared information. » Source: Uppsala University Conflict Data Program (UCDP), Fano, 2024: <https://ucdp.uu.se/actor/8118>

UK Home Office, juillet 2025:

« 13.5 Fano members and supporters

13.5.1 The EHRC July 2024 report on the human rights situation in Ethiopia observed that government security forces engaged in 'unlawful/extrajudicial killing of civilians'. The report stated: These killings are perpetrated for suspicion of "hiding weapons", "supporting Fano", "providing information to Fano", and women and children are also victims of these violations.'

13.5.2 The EPO 20 August 2024 report noted: 'Government forces were [...] accused of carrying out extrajudicial killings of civilians they accused of being members or supporters of Fano militias.' In its 8 October 2024 weekly update, EPO reported that on 2 October 2024 the Amhara regional government and the Ethiopian National Defense Force (ENDF) announced a new military operation against Fano militias which would target Fano leaders, supporters, and those providing it logistical aid, including civil servants and business owners.

13.5.3 The DIS October 2024 report noted that the Ethiopian government's crackdown on Fano resulted in 'extrajudicial killings inside and outside the Amhara region'.

13.5.4 In a press briefing dated 29 August 2023, a spokesperson for the UN High Commissioner for Human Rights stated that more than 1,000 people, many of which were young people of Amhara ethnic origin suspected of being Fano supporters, were arrested in mass house-to-house searches under the State of Emergency.

13.5.5 The EHRC July 2024 report noted: 'Following the declaration of a State of Emergency in the Amhara region, several people have been arrested for allegedly "supporting Fano" or "having family links with members of Fano" or "supporting the armed group" and/or "hiding weapons" and that the treatment of the detainees is inhumane.'

13.5.6 According to the EPO 20 August 2024 report: 'An unidentified number of people, including journalists and members of the House of Peoples Representatives and Amhara regional and Addis Ababa city councils, were arrested over accusations that they were linked with the militia [Fano].'

13.5.7 The DIS October 2024 report observed: '... The federal government often detain Individuals suspected of Fano affiliations without due process and subject them to torture. The EHRC further stated that ... the federal government carry out arrests and killings in Amhara based on suspicion and accusations of being a Fano member, support for the group or having family who the authorities perceive as members of Fano.'

13.5.8 On 14 February 2024, the AAA reported that the government 'terminated employment of an unknown number of Amharas from their jobs (particularly within the Addis Ababa city administration) accusing them of supporting or spying for Fano.'

13.6 Fano member family members

13.6.1 The EHRC July 2024 report noted that following the declaration of a State of Emergency several people were arrested for having family links with members of Fano.

13.6.2 The DIS October 2024 report observed that the federal government conducted arrests and killings in Amhara based on suspicions and accusations, 'having family who the authorities perceive as members of Fano. The Ethiopian government's crackdown on Fano extends to the families of those suspected of being members or supporters. Family members face various forms of persecution, including surveillance, harassment, and violence.'

13.6.3 The January 2025 EHRC report documented an incident in Amhara in which ‘government security forces allegedly killed eight civilians in South Gondar Zone following confrontations with Fano militias. According to the report, the victims were accused of being “Fano family members” or “supporting Fano”. » Source: UK Home Office, Country policy and information note: Amhara and Amhara opposition groups, Ethiopia, June 2025, juillet 2025: <https://www.gov.uk/government/publications/ethiopia-country-policy-and-information-notes/country-policy-and-information-note-amhara-and-amhara-opposition-groups-ethiopia-june-2025-accessible>

En tant que principale organisation d'aide aux personnes réfugiées en Suisse et faïtière des œuvres d'entraide et des organisations actives dans les domaines de l'exil et de l'asile, l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) s'engage pour une Suisse qui accueille les personnes réfugiées, les protège efficacement, respecte leurs droits fondamentaux et humains, favorise leur participation dans la société et les traite avec respect et ouverture. Dans sa fonction, l'OSAR renforce et défend les intérêts et les droits des personnes bénéficiant d'une protection et favorise la compréhension de leurs conditions de vie. Grâce à son expertise avérée, elle marque le discours public et exerce une influence sur les conditions sociales et politiques.

D'autres publications de l'OSAR sont disponibles sur le site www.osar.ch/publications. La newsletter de l'OSAR, qui paraît régulièrement, vous informe des nouvelles publications. Inscription à l'adresse www.osar.ch/newsletter.